

Un modèle d'armée soutenable impose-t-il de choisir entre technologie et masse, hyper connectivité et résilience ?

Le retour de la guerre de haute intensité, l'augmentation de la conflictualité entre les grandes puissances et les défis sécuritaires à venir posent aujourd'hui, dans le contexte de la guerre en Ukraine, la question du rapport technologie-masse de nos armées et de nos industries de Défense.

1. Répondre à la masse par la technologie ?

On a pu constater à travers la guerre en Ukraine, une remise en question de la doctrine européenne des trente dernières années, selon laquelle une technologie suffisamment avancée permettrait de dépasser les problématiques de masse au sein des armées. Depuis les années 80, la France a réduit progressivement le nombre de ses effectifs, au profit du développement d'armements toujours plus avancés technologiquement.

Le conflit Ukrainien nous montre aujourd'hui cependant que la masse (tant en effectifs qu'en armement, avancé ou non), permet souvent d'obtenir un avantage certain sur l'adversaire. On a donc pu constater que la Russie recrutait dans ses prisons des soldats inexpérimentés, achetait des drones kamikazes à bas prix à l'Iran, ou encore envoyait sur le terrain des T-55, tanks soviétiques dépassés depuis longtemps selon les standards occidentaux, mais capables de remplir certaines missions à bas coût. L'Ukraine a quant à elle démontré l'efficacité de certains équipements de combat improvisés (drones civils convertis à l'usage militaire par exemple), toujours peu cher et productibles en quantité rapidement, dans le cadre de certaines missions.

Si la technologie offre un avantage certain dans plusieurs domaines et pour différentes missions, la masse permet quant à elle de répondre rapidement et à bas coût à certains besoins opérationnels.

Il semble que l'effet de la technologie ou de la masse seules sur un terrain d'opération, ne soit que très limité, notamment dans le cadre d'un conflit de haute intensité. Il faut donc trouver le bon équilibre entre technologie et masse, afin d'optimiser l'efficacité et les coûts de chaque équipement sur le terrain et donc gagner en résilience.

2. La question des coûts :

Pour répondre à la demande des armées, notamment en termes de masse d'armement, il est nécessaire de soutenir les industriels de la Défense, qui depuis les années 80, ont adapté leur

stratégie à celle choisie par les gouvernements occidentaux, axée sur une hyper-technologie mais une masse réduite (« dividendes de la paix »).

Les industriels européens parviennent aujourd'hui à produire des équipements à la pointe technologiquement, mais n'ont plus les outils pour y parvenir rapidement et en quantité. Il s'agit donc de donner de la visibilité à moyen et long terme aux industriels afin de leur permettre de relancer et d'étendre leurs chaînes de production.

L'AID et la DGA jouent un rôle fondamental dans ce domaine, notamment en permettant de soutenir l'industrie, en lui donnant de la visibilité afin d'élargir ses chaînes de production. Un tel soutien ne peut cependant perdurer que si les industriels se montrent par la suite réactifs aux besoins exprimés par les armées.

Pour être efficace, il va falloir identifier précisément et adapter les besoins des armées, afin de donner de la visibilité aux industriels et favoriser les exportations.

3. La nécessaire articulation entre masse et technologie. Comment y parvenir ?

La guerre en Ukraine a montré que les conflits de haute intensité peuvent avoir des taux d'attrition et de consommation de munitions extrêmement importants. Cette problématique nécessite de questionner la masse et les stocks en équipement de nos armées.

La LPM va pourvoir en partie au manque d'équipements des armées, avec un renouvellement massif des stocks de munition. Pour autant, l'opposition entre masse et technologie doit être dépassée. On a besoin de munitions classiques stockées en masse mais aussi de munitions hautement technologiques, permettant de frapper des objectifs inaccessibles sans l'utilisation de matériels de pointe.

Le juste équilibre capacitaire se trouve entre l'impératif de supériorité pour sur-classer l'adversaire, la résilience (y compris cyber), l'adaptabilité qui permet de faire évoluer le matériel face à la réalité des opérations (ex : programme scorpion, très adaptable aux évolutions des besoins opérationnels futurs), la soutenabilité (capacité des équipements à être réparés / remplacés et employés), et enfin l'exportabilité, qui permet de financer un système industriel à la pointe.

Pour parvenir à une armée résiliente, cohérente en terme de masse et de technologie, il faudra donc :

- Assurer les stocks de munitions classiques en quantité.
- Assurer une avance technologique, nécessaire dans la réalisation de certaines missions.
- Identifier les besoins futurs.
- Adapter les chaînes de production, en soutenant l'exportation et en donnant de la visibilité aux industriels.
- Relocaliser la production des éléments dont dépend la souveraineté nationale.

Ni la technologie, ni la masse, ne peuvent être à elles seules les réponses aux enjeux sécuritaires et souverains futurs, notamment dans le cadre du retour des conflits de haute intensité. Seul un mélange des deux permettra d'y répondre efficacement. Dans cet objectif, il est nécessaire que la France soutienne ses industries en déterminant des besoins précis et en favorisant l'exportation, en contrepartie d'une réactivité accrue de leur part.

Victor Peraldi

Chargé du développement, CEPS